

La France de l'entre-deux-guerres (1919-1939)

Contenu :

Introduction : la France, ravagée par le premier conflit mondial	1
I- La France jusqu'au krach de 1929	2
A) Le Bloc national (1919-1924)	2
B) Des débuts du Cartel des Gauches au retour de la droite au pouvoir	3
II- La France face à la crise des années 1930	4
A) Une crise économique tardive et pernicieuse	4
B) Une instabilité politique et des troubles sociaux importants	4
III- La France du Front populaire	5
A) Des réformes sociales et structurelles importantes	5
B) Mais des résultats économiques décevants	6
Conclusion : la France à la veille de la Seconde Guerre mondiale	7
A retenir	7
Personnages clés :	7
Chronologie :	7
Pour approfondir	8
A) La question des réparations	8
B) La France et son immobilisme lors de la Guerre d'Espagne	8

Introduction : la France, ravagée par le premier conflit mondial

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la France est un pays dévasté, humainement et économiquement. Le déficit des naissances atteint le million et demi et se répercutera sous la forme de « classes creuses » dans les années 1930. Les politiques en place, en défaveur de la natalité, ne furent compensées que par une amplification de l'immigration. Financièrement, les prêts contractés durant la Grande Guerre atteignent des montants astronomiques, tout comme le coût total des destructions matérielles. Les régions du nord et de l'est, où se situait une large part du potentiel industriel français de l'époque, sont dévastées. L'inflation a également appauvri bon nombre d'épargnants. Pour remédier à ce sombre tableau, la France compte bien faire payer l'Allemagne, présentée comme responsable de la guerre dans le Traité de Versailles en 1919.

I- La France jusqu'au krach de 1929

A) Le Bloc national (1919-1924)

Lors de la Première Guerre mondiale, les clivages politiques tombent et la France se dote d'un gouvernement d'unité nationale appelé « l'Union Sacrée ». Au lendemain de ce conflit de quatre ans, en 1919, des élections législatives sont organisées : symboliquement, elles ont lieu le 11 novembre, un an après l'armistice. Durant cette campagne électorale, le thème central est le maintien de l'Union Sacrée afin d'éviter la contagion révolutionnaire venue de l'est et de la Russie bolchevique.

Ces élections sont marquées par une très large victoire du « Bloc national », c'est-à-dire une coalition de la droite et du centre, dont 90% des députés sont d'anciens combattants : on parle alors d'une « Chambre bleu horizon », en référence au bleu des uniformes de guerre. Un gouvernement réunissant la droite et les radicaux se forme alors. La gauche, de son côté, est divisée. Le congrès de Tours en 1920 est d'ailleurs le théâtre de la scission de la gauche française : d'un côté la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), dirigée par Blum et adoptant l'idéologie du socialisme réformateur (des réformes sociales dans un cadre démocratique), et de l'autre la Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC, futur Parti Communiste Français), favorable à un socialisme révolutionnaire et proche de Moscou.

Le Bloc national mène une politique cléricale et fondée sur le patriotisme : le bolchévisme est combattu, et l'Allemagne fait l'objet de déclarations d'intransigeance concernant la question des réparations de guerre (voir « **Pour approfondir...** »). Cependant, le Bloc national doit faire face à un début d'agitation sur le plan social dès 1919. En effet, les ouvriers ont pris conscience de leur importance : ce sont eux qui ont fait fonctionner la machine de guerre et les industries d'armements. Ils revendiquent donc des augmentations de salaire par le biais de manifestations et de grèves. Le gouvernement accepte certaines augmentations mais n'hésite pas à utiliser la manière forte pour calmer cette agitation sociale.

Jusqu'en 1924, la situation économique française reste très largement dégradée. La France est fortement endettée, du fait de nombreux emprunts réalisés durant la guerre, notamment auprès des Etats-Unis. Les coûts de reconstruction et la hausse des dépenses publiques n'arrangent en rien les finances de la France. La droite comptait en effet sur les réparations financières que devait payer l'Allemagne : le Bloc national avait notamment fondé son programme sur le fameux slogan « l'Allemagne paiera ». Or, l'Allemagne ne peut payer car elle est trop affaiblie. Pour punir les Allemands, le Président du Conseil Raymond Poincaré décide d'envahir la Ruhr et de s'emparer du charbon allemand. Refusant de dévaluer le Franc pour des raisons d'orgueil national, le gouvernement est obligé d'augmenter les impôts en raison d'un déficit qui ne cesse d'augmenter.

Menant une politique pro-cléricale et opposée à l'extension de la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans les territoires de la Moselle et de l'Alsace récupérés lors de la Première Guerre mondiale, le Bloc national doit faire face au retrait des radicaux du gouvernement. La dislocation progressive du Bloc national entraîne ainsi le retour au pouvoir de la gauche française en 1924 : le Cartel des Gauches.

B) Des débuts du Cartel des Gauches au retour de la droite au pouvoir

Les désaccords entre la droite et les radicaux se multipliant, ces derniers se retirent du gouvernement et s'allient à la SFIO en 1923, séparée de sa branche révolutionnaire lors du Congrès de Tours en 1920 : SFIO et Parti radical forment alors le « Cartel des Gauches ».

Ainsi, les élections de 1924 sont remportées par cette coalition de gauche. Un radical, Edouard Herriot, devient président du conseil. Désireux d'appliquer les lois laïques de 1905, il souhaite mener une politique anticléricale : cependant, face à l'hostilité des catholiques et craignant la montée des mouvements indépendantistes en Moselle et Alsace, il doit renoncer à ses projets. Sur le plan international, en août 1924, le Cartel des Gauches accepte le plan Dawes, en 1924, qui réévalue à la baisse les réparations de guerre imposées à l'Allemagne. En échange, en 1925, le gouvernement fait évacuer la Ruhr qui était occupée depuis 1923 pour faire pression sur l'Allemagne. Edouard Herriot reconnaît également symboliquement l'URSS à l'automne 1924. Ministre des Affaires étrangères de 1925 à 1932, et Prix Nobel de la Paix en 1926, Aristide Briand se prononce en faveur d'une union fédérale européenne et en faveur de la paix, notamment par le pacte Briand-Kellogg qui condamne le recours à la guerre.

Sur les questions économiques, cependant, le Cartel des Gauches est divisé. Herriot, peu à l'aise dans le domaine, ne parvient pas à redresser la situation économique de la France, endettée. La valeur du Franc s'effondre du fait d'une multiplication des prêts et des avances à la Banque de France, toujours entre les mains des « 200 familles ». L'inflation, par conséquent, augmente très fortement. Herriot brandit la menace d'un impôt sur le capital qu'il ne créera jamais et provoque une panique des milieux bancaires et financiers. Face à ces difficultés, il est obligé de démissionner, tout en dénonçant le « Mur d'argent » qu'il considère à l'origine de l'aggravation des difficultés financières du pays.

Alors que le pays est au bord de la faillite, le Président Gaston Doumergue rappelle Raymond Poincaré en tant que Président du Conseil et Ministre des Finances : ce dernier forme un cabinet d'union nationale réunissant les droites et les radicaux. D'importantes mesures fiscales qu'il initie permettent à la France de redresser ses comptes publics et de rembourser sa dette. Grâce à la popularité de Poincaré et à des premiers résultats encourageants, la droite, alliée au centre, remporte les élections législatives de 1928. Poincaré combat l'inflation et met en place une politique d'austérité tout en voulant éviter l'erreur de Churchill, qui est d'avoir rétabli la convertibilité de la Livre sterling à sa parité d'avant-guerre, portant un coup fatal aux exportations et à l'économie britanniques. Malgré la réticence d'une droite conservatrice, il établit finalement le Franc Poincaré en 1928, dévalué de 80% par rapport au Franc Germinal. Il restaure ainsi la convertibilité du Franc en or et la confiance des investisseurs, dopant la croissance du pays au moment où les Etats-Unis sombrent dans la crise. Ainsi, en 1929, la France baigne dans la prospérité.

II- La France face à la crise des années 1930

A) Une crise économique tardive et pernicieuse

En 1929, le plan Young succède au plan Dawes et rééchelonne le paiement des réparations allemandes. La France connaît alors, depuis plusieurs années, une période de croissance économique vigoureuse. Après des années difficiles de guerre, les années 1920 (les fameuses « années folles ») sont marquées en France par un climat d'insouciance et de renouveau artistique accompagné d'une forte croissance économique. Paris devient une place culturelle de premier plan, qui accueille les Jeux Olympiques de 1924 et voit notamment se développer le mouvement du surréalisme.

Ainsi, il faut attendre 1931 et la dévaluation de la Livre sterling pour que la France soit confrontée aux premiers effets de la Grande Dépression. Alors que cette crise se fait violemment ressentir depuis 1929 aux Etats-Unis, la France restait jusque-là globalement épargnée. Mais même par la suite, la France semble moins touchée : les faillites y sont par exemple moins nombreuses. La France n'est par ailleurs pas touchée par un chômage de masse, contrairement à l'Allemagne ou aux Etats-Unis où le taux de chômage a pu dépasser les 25%. Pourtant, alors que l'on constate des signes de reprises économiques dès 1934 dans de nombreux pays, la situation française continue de se détériorer, et ce jusqu'au printemps 1935. La reprise qui suit est d'ailleurs bien plus lente qu'ailleurs.

Les effets de la crise étant moins visibles en France qu'ailleurs, les gouvernements successifs se sont montrés hésitants sur la méthode à adopter pour relancer l'économie. Alors que le Franc avait été stabilisé en 1928, la France se refuse tout d'abord à dévaluer sa monnaie, ce que la plupart de ses partenaires économiques feront afin de relancer les exportations et la production. Il en résulte une déflation significative ainsi qu'une perte de compétitivité au plan international. D'autre part, la France cherche également à maintenir l'équilibre budgétaire par une politique d'austérité : ainsi, les tentatives de relance furent limitées à des plans de faible ampleur (plan d'outillage Laval en 1931, plan Marquet en 1934) contrairement par exemple à la relance de type keynésienne de Roosevelt aux Etats-Unis, le fameux « New Deal ».

Afin de réduire les effets de la crise, la France prend, comme ses partenaires commerciaux, des mesures protectionnistes importantes. Pour compenser ce repli, la France se tourne donc vers son Empire colonial avec lequel les échanges se multiplient. Néanmoins, si cette évolution a pour effet d'atténuer les effets de la crise, elle contribue également à perpétuer les archaïsmes de l'économie française (investissements modestes, modes de production désuets, patronat peu enclin à l'innovation, etc.) et l'empêche de se moderniser. La succession de gouvernements incapables de faire face et la crise économique et politique du moment empêtrèrent ainsi la France dans ces difficultés.

B) Une instabilité politique et des troubles sociaux importants

La crise économique des années 1930 s'accompagne d'une montée des extrémismes dans de nombreux pays. Ainsi, Mussolini renforce son emprise sur l'Italie, tout comme Staline en

URSS. Hitler arrive au pouvoir en Allemagne en 1933 et obtient rapidement les pleins pouvoirs dès le mois de mars.

La France, elle aussi, n'est pas épargnée par cette montée des extrémismes. Déjà, la France est marquée par une forte instabilité politique, les gouvernements se succédant, parfois sans véritable fil conducteur politique, aggravant ainsi le climat d'incertitude économique ambiant. Le mécontentement populaire augmente peu à peu, réveillant un courant antiparlementariste dans certains milieux, d'autant que les affaires Hanau et Oustric ont déjà éclaboussé une partie de la classe politique française. En 1933, l'affaire Stavisky symbolisa la crise politique du moment : Alexandre Stavisky, escroc d'origine polonaise et juif, fut convaincu de détournement ce qui entrainera la chute du gouvernement de Camille Chautemps, accusé par la droite de l'avoir protégé.

Cette affaire provoque alors l'accroissement des idées xénophobes et antisémites au sein de la population française, aboutissant au renforcement d'organisations d'extrême droite, les Ligues. Ces Ligues, comme la Ligue des Croix de Feu, mènent des actions contestataires, proches des modèles fascistes, qui culminent lors des émeutes antiparlementaires du 6 février 1934 à Paris, à l'origine d'une dizaine de morts. Suite à la mutation du préfet de police Jean Chiappe qui était plutôt bienveillant à l'égard de l'extrême-droite, les Ligues décident ce jour-là de faire une démonstration de force pour dissuader Daladier de former son gouvernement : craignant que le pays ne soit au bord de la guerre civile, Daladier renonce au profit de Gaston Doumergue qui crée un gouvernement de concentration nationale.

Alors que la droite parlementaire durcit son discours et se rapproche des idées d'extrême-droite, ces événements sont pour la gauche la preuve d'un danger fasciste à combattre. Face à cette situation, Staline, qui craint de plus en plus le danger fasciste en Europe, incite Maurice Thorez et les communistes français à s'unir aux socialistes pour combattre l'extrême-droite. Edouard Herriot et les radicaux, sous la pression notamment du courant des « Jeunes Turcs » qui souhaite une modernisation de la pensée radicale, brisent leur alliance avec la droite et acceptent de se rallier aux forces de gauche. Cette coalition des partis politiques de gauche aboutit ainsi à la création du Front populaire, qui remporta les élections législatives de 1936.

III- La France du Front populaire

A) Des réformes sociales et structurelles importantes

Suite à l'impuissance des gouvernements précédents dont la politique déflationniste n'aboutit pas aux résultats escomptés, la SFIO, devenue premier parti de France, forme son premier gouvernement de la Troisième République et ouvre la voie à de multiples réformes.

Ainsi, dès le lendemain de l'élection de 1936, on assiste à des grèves massives, avant même que Léon Blum ne forme son gouvernement, gouvernement auquel les communistes refusent de participer. On a alors pu compter en France jusqu'à deux millions de grévistes : ceux-ci font pression pour obtenir des réformes et des hausses de salaire. Le patronat finit par céder, et le 7 juin 1936 une réunion se tient à Matignon pour sceller des accords entre

les représentants du patronat et des syndicats, notamment la CGT : ce sont les Accords de Matignon. Ces accords prévoient des hausses de salaires de 7 à 15% afin de relancer la consommation et donc la production. C'est une différence marquée avec la politique déflationniste des gouvernements précédents. Blum, qui ne souhaitait ni inflation ni déflation, définissait son programme comme un programme de « réflation ». Ces accords sont complétés par les lois du 11 et 12 juin qui établissent la création des congés payés (à l'origine du développement du tourisme) et limitent le temps de travail hebdomadaire à 40 heures afin de lutter contre le chômage.

Si le Front Populaire est relativement éphémère, il est aussi à l'origine de quelques réformes de structures durant ce court épisode. En août 1936, l'Office National Interprofessionnel du Blé (ONIB) est créé afin de réguler les cours du blé et soutenir les salaires des producteurs céréaliers. L'ONIB, doté d'un budget important, est aussi chargé de racheter les surplus de blé. C'est un filet de sécurité pour les agriculteurs français. En 1936, la Banque de France devient Banque de la France. En effet, le Cartel des gauches s'était confronté à la Banque de France, dont le capital est détenu par des actionnaires privés, les « 200 familles » ou « régents », qui ont le droit de vote à la Banque de France. Blum souhaitait qu'elle puisse moins facilement s'opposer au gouvernement. Ainsi, le conseil général, constitué de 20 membres, remplace le conseil des régents. Il sera désigné par un vote des actionnaires qui sont alors 40 000 à l'époque. De plus, deux fonctionnaires du ministère des finances siégeront de droit. Au final, le Front Populaire n'a pas beaucoup eu recours aux nationalisations à l'exception des usines d'armement, ainsi que de l'aéronautique transférée de Paris vers Toulouse pour des raisons stratégiques en août 1936. Enfin, les chemins de fer ont également été nationalisés par Camille Chautemps avec la création de la SNCF en 1937.

B) Mais des résultats économiques décevants

Malgré ces réformes sociales majeures, Léon Blum doit rapidement faire face à des difficultés économiques importantes. Tout d'abord, les hausses des salaires issues des Accords de Matignon furent vite effacées par l'inflation que connut le pays, inflation en partie liée à l'augmentation des salaires elle-même. Attaqué sur le marché des changes, le Franc restait fortement surévalué, et la France voyait son commerce extérieur continuer de s'aggraver. Blum, qui se refusait à toute dévaluation, dut finalement s'y résoudre : le Franc fut mis en flottement en septembre 1936 avant que ne soit créé le Franc Auriol, du nom du Ministre des Finances. Mais cette dévaluation tardive, de faible ampleur, ne permit qu'une reprise modérée des exportations et de l'économie dans son ensemble.

En outre, le Front populaire ne parvint ni à réduire le chômage, ni à relancer la consommation et la production, suscitant de plus en plus de critiques à partir de l'automne 1936. Face à ces difficultés, et après avoir annoncé une pause dans les réformes au début de l'année 1937, Léon Blum se résolut à présenter la démission de son gouvernement en juin 1937, laissant place à Camille Chautemps. Mais face à l'aggravation de la situation économique, ni celui-ci, ni Léon Blum lors de son retour au printemps 1938, ne réussirent à obtenir les pleins pouvoirs financiers qui auraient permis de mettre en place une réelle relance keynésienne.

Finalement, le radical Edouard Daladier, jusque-là Ministre de la Défense nationale, forme un gouvernement qui entend remettre la France au travail. Composé d'hommes de droite, ce gouvernement met ainsi fin au Front populaire (puisque les radicaux quittent la coalition de gauche), dévalue une nouvelle fois le Franc et fait marche arrière sur certaines réformes du Front populaire.

Conclusion : la France à la veille de la Seconde Guerre mondiale

En 1939, la situation de la France n'est guère enviable. Certes, celle-ci semble connaître une reprise économique depuis la fin de l'année 1938. Mais la production industrielle reste encore 20% inférieure en 1939 à celle de 1929. L'investissement, dans les années 1930, n'a pas été assez soutenu pour permettre à la France de se préparer à la Seconde Guerre mondiale. Surtout, le déclin démographique se poursuit puisque l'accroissement naturel est négatif à partir de 1935. De l'autre côté du Rhin, l'Allemagne nazie s'est mise en ordre de marche, en augmentant considérablement son potentiel industriel et en testant de nouveaux équipements militaires, notamment durant la Guerre d'Espagne (1936-1939) à laquelle la France refuse d'intervenir (voir « **Pour approfondir...** »). Tous ces éléments aboutirent à la faillite française ultra-rapide face à l'armée allemande (cinq semaines seulement) et à la capitulation de la France le 22 juin 1940.

A retenir

Personnages clés :

- Léon Blum (1872 – 1950, SFIO)
- Camille Chautemps (1885 – 1963, Gauche démocratique)
- Edouard Daladier (1884 – 1970, Parti radical)
- Gaston Doumergue (1863 – 1937, Parti radical)
- Edouard Herriot (1872 – 1957, Parti radical)
- Raymond Poincaré (1860 – 1934, Alliance démocratique)
- Maurice Thorez (1900 – 1964, Parti communiste français)
- Aristide Briand (1862 – 1932, Parti républicain socialiste)

Chronologie synthétique :

- 11 novembre 1918 : armistice entre la France et l'Allemagne
- 1919 : Traité de Versailles
- 1919 – 1924 : Bloc national
- 1920 : Congrès de Tours et scission de la gauche française
- 1923 – 1925 : invasion de la Ruhr (Allemagne) par les armées française et belge
- 1924 : victoire du Cartel des Gauches
- 1924 : Plan Dawes
- 1924 : reconnaissance française de l'URSS
- 1924 : Jeux Olympiques de Paris
- 1926 : Aristide Briand, Prix Nobel de la Paix
- 1928 : instauration du Franc Poincaré

- 1929 : krach boursier à Wall Street
- 1929 : Plan Young
- 1931 : début de la crise en France
- 1933 : début de l'affaire Stavisky
- 6 février 1934 : manifestations des Ligues à Paris
- 1936 : victoire du Front populaire aux élections législatives
- Juin 1936 : signature des Accords de Matignon
- 1938 : Fin du Front populaire
- 3 septembre 1939 : déclaration de guerre de la France à l'encontre de l'Allemagne

Pour approfondir...

A) La question des réparations

Si l'Allemagne est reconnue comme coupable de la guerre par le Traité de Versailles en 1919, il faut attendre 1921 et la Conférence de Spa, en Belgique, pour que le montant des réparations soit fixé. Etabli à 132 milliards de marks-or (soit l'équivalent de trois fois le PIB de 1913 de l'Allemagne), la France devait recevoir 52% de ces indemnités. La France considère néanmoins que, comme le dit le ministre des Finances Louis-Lucien Klotz, « l'Allemagne paiera ! » : la France n'hésite alors pas à dépenser l'argent public, comptant fermement sur les paiements à venir de l'Allemagne.

L'Allemagne, affaiblie par le conflit, n'a cependant pas les moyens de payer. Le montant est même considéré comme déraisonnable et nuisible pour la croissance européenne par Keynes dans son ouvrage *Les Conséquences économiques de la Paix*. Face au manque de coopération allemand, la France décide alors, avec la Belgique, d'envahir et d'occuper la Ruhr en 1923 pour faire pression sur le gouvernement allemand. Cet événement plonge l'Allemagne dans un épisode d'hyperinflation qui marquera les mémoires allemandes.

En 1924, le Plan Dawes revoit les montants dus par l'Allemagne, qui verse dès lors des premières annuités. La France, dont l'action en Ruhr est désapprouvée par le Royaume-Uni, décide le retrait des troupes en 1925. En 1929, le Plan Young réduit encore le montant des remboursements allemands et étale ces derniers sur près de 60 ans. Mais avec la crise des années 1930, il ne sera jamais mis en application et la France ne recevra au final qu'une infime partie de la somme initialement décidée à Spa.

B) La France et son immobilisme lors de la Guerre d'Espagne

En 1936, une guerre civile éclate en Espagne entre, d'une part, les républicains (réunissant la gauche et l'extrême gauche y compris les anarchistes et communistes) et d'autre part les nationalistes (conservateurs de droite, monarchistes et fascistes).

Si l'Allemagne nazie d'Hitler et l'Italie fasciste de Mussolini décide d'envoyer des troupes aux côtés de Franco et des nationalistes, notamment pour tester du matériel militaire (comme lors du bombardement de Guernica, en 1937), la France et le Royaume-Uni se refusent à toute intervention. Le Royaume-Uni y voit une révolution communiste et souhaite éviter tout conflit avec les puissances totalitaires.

La France, quant à elle, est divisée. Léon Blum, alors au pouvoir, désire ardemment intervenir en Espagne, aux côtés des républicains. Mais face au fort courant pacifiste en France et à l'hostilité de la droite française, (et surtout des radicaux, qui auraient pu mettre fin au Front populaire), la France fait le choix de la non-intervention, d'autant que le Royaume-Uni menaçait la France de ne plus la soutenir en cas d'agression allemande.

La guerre civile espagnole aboutit à la victoire des nationalistes en 1939 : Franco y établit sa dictature jusqu'à sa mort, en 1975.